

Enquête sur la qualité de vie des exploitants agricoles et forestiers à Genappe

Rapport final

Juin 2023



LPTransition
UCLouvain


innovons
—

1. Le cadre

A l'initiative de l'Échevine de l'agriculture, Stéphanie Bury, la Ville de Genappe et sa Commission Agriculture ont organisé une enquête sur la qualité de vie des agriculteurs et agricultrices du territoire.

Cette enquête s'inscrit dans le cadre du Programme Stratégique Transversal de la Ville dont l'implémentation vise une collaboration entre des services communaux différents et une participation des citoyens, des acteurs socio-économiques et le personnel communal.

La Ville de Genappe a souhaité être accompagnée dans la réalisation d'une enquête sur la qualité de vie des exploitants agricoles et forestiers, sur leur perception du métier, et leurs relations à la dynamique rurale du territoire.

A Genappe, comme dans beaucoup de communes rurales, l'agriculture joue un rôle central sur le cadre de vie : qualité paysagère, vie de village, etc. Pourtant le monde agricole est confronté à de nombreux nouveaux défis, liés à la situation économique difficile actuelle ou aux aléas climatiques : sécheresses, inondations, etc. Ces défis ont un impact sur le futur de l'agriculture, ainsi que sur les relations des exploitants avec les autres acteurs économiques et sociaux sur le territoire de Genappe. Ils appellent aussi à imaginer de nouvelles actions de soutien public ou de solidarité pour faire face aux défis.

Afin de mieux comprendre ces défis à Genappe, et de réfléchir ensemble à des actions de soutien, la société Innovons et l'équipe de recherche LPTransition de l'Université catholique de Louvain ont été mandatés par la Commune pour organiser une série d'entretiens avec les exploitants agricoles et forestiers. Cette recherche de terrain a été organisée en étroite collaboration avec la Commission Agriculture de la Ville.

Cela s'inscrit également dans le cadre d'une dynamique collaborative et participative, telle qu'instaurée à Genappe, visant à travailler sur ce qui peut recréer du lien, et reconstruire du « vivre ensemble », sur le territoire.



2. La méthodologie

Dans le but de collecter des informations sur la qualité de vie des exploitants agricoles et forestiers, ainsi que sur leur perception du métier et leurs relations à la dynamique rurale du territoire, c'est la méthode de l'entretien semi-directif qui a été choisie.

Cette méthode permet au chercheur de retirer des informations et des éléments de réflexion riches et nuancés. Durant cet échange, le chercheur peut « laisser venir » la personne interviewée vers les thèmes qui lui sont chers. La discussion est ouverte¹. Le chercheur possède simplement une grille d'entretien lui permettant de s'assurer d'avoir abordé, dans la discussion, les questions propres à l'enquête.

Les thèmes de la grille d'entretien étaient² :

- L'entrée dans le métier
- Le quotidien
- La santé et le bien-être
- Les plaisirs du métier
- Les liens entre agriculteurs
- La place et la reconnaissance sociale
- Les contraintes du métier
- Les perspectives

Nous pensons que cette méthode d'enquête était la plus appropriée, pour instaurer une première relation de confiance avec les agriculteurs et agricultrices, et faciliter, par la suite, leur participation à des ateliers pour affiner le diagnostic sur la qualité de vie et dégager des pistes d'action.

Afin de permettre aux agriculteurs et agricultrices de s'exprimer par rapport aux informations récoltées, nous avons organisé deux ateliers de restitution où l'ensemble des exploitants de la commune de Genappe était invité. Les ateliers étaient organisés avec une méthodologie de travail en petits sous-groupes, afin de créer un climat d'écoute et de laisser un temps de parole à chacun et chacune.

¹ Quivy, R., & Van Campenhoudt, L., 1995. Manuel de recherche en sciences sociales, Paris : Dunod, pp. 194-195.

² Cette grille est une adaptation de la méthode de mesure de bien-être développée par l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) : <https://www.oecd.org/fr/regional/how-is-life-in-your-region.htm>.

2.1. Critères d'échantillonnage de l'enquête

Nous avons rencontré 21 agriculteurs et agricultrices, à partir d'une liste qui avait été co-construite avec la Commission Agriculture. L'objectif était de rencontrer un panel représentatif des différentes formes d'agriculture contemporaine ;

- Représentativité par rapport aux différents types d'espaces sur le territoire (terres agricoles, terres forestières)
- Représentativité par rapport aux catégories
 - agriculture conventionnelle
 - agriculture conventionnelle qui expérimente de nouvelles façons de faire (bio, etc.)
 - petites exploitations bio, maraichers
 - exploitants forestiers
- Représentativité par rapport aux catégories de propriété
 - Propriétaires, exploitants et habitants
- Équilibre des genres
- Équilibre des âges

2.2. Anonymat

Les 21 entretiens ont été retranscrits de manière anonymisée. L'anonymat était une garantie fournie aux agriculteurs interviewés de pouvoir s'exprimer en toute liberté, sans crainte de pouvoir être identifiés ensuite par les autorités et la Commission agriculture.

Pour l'analyse, cet anonymat permettait une lecture uniformisée des 21 retranscriptions. Les enjeux centraux et structurels pouvaient plus facilement se révéler à la lecture, indépendamment des contacts personnels que nous avons eus avec chaque personne.





2.3. L'organisation des ateliers

Nous avons organisé deux ateliers de restitution avec les agriculteurs et agricultrices.

Le premier atelier a eu lieu la soirée du 6 février 2023 à partir de 19h à l'Espace 2000 de Genappe et a rassemblé environ 20 exploitants. La méthodologie proposée était celle des ateliers de « visions de futur », où chacun et chacune est invité à présenter des récits d'un futur souhaitable et réalisable sur le territoire³.

Après une présentation des synthèses des entretiens, les participants ont été invités à identifier des exemples réels d'initiatives permettant de faire face aux défis identifiés. Il nous a semblé que cette approche permettait à chacun d'amener sa vision sur les pistes de solution, tout en respectant la diversité des réalités et des points de vue.

Le deuxième atelier a eu lieu la soirée du 27 mars à partir de 19h30, à l'Espace 2000 de Genappe et a de nouveau rassemblé un groupe d'environ 20 exploitants. L'idée était de confronter les différentes pistes évoquées dans les entretiens et le premier atelier à une analyse des ressources sur le territoire, tant actuellement présentes que potentielles – par exemple à travers des mesures d'**appui**, d'**information** ou de **nouvelles coopérations**.

Par cette réflexion commune sur les pistes d'action et les ressources disponibles sur le territoire, notre volonté était d'affiner le diagnostic sur la qualité de vie en permettant à chacun et chacune d'imaginer des perspectives d'amélioration.

³ Inspiré de la méthodologie développée par l'équipe du DRIFT à Rotterdam, Cf. Roorda, C., Wittmayer, J., Henneman, P, Van Steenberghe, F. Frantzeskaki, N. and Loorbach, D. (2014) *Transition management in the urban context : guidance manual*. DRIFT, Erasmus University Rotterdam

3. Le métier d'agriculteur

Ce qui transparaît, de manière générale et transversale, dans les entretiens, c'est la volonté des agriculteurs et agricultrices de proposer une alimentation de qualité, à prix raisonnable, pour la population.

Durant longtemps, tout se passait comme si un « **contrat social** » liait les agriculteurs au reste de la société : ils nourrissaient la population, avec une alimentation saine et produite localement, et en échange ils pouvaient en vivre décemment, gérer leurs affaires relativement librement et bénéficier d'une estime sociale, en particulier dans les territoires ruraux.

... Mais cela, c'est le modèle qu'ont connu les parents ou grands-parents des agriculteurs et agricultrices que nous avons rencontrés. C'était ce qu'ils appellent l' « *âge d'or* », la « *période dorée* », de l'agriculture.

« Si on compare au modèle de nos parents, c'est un autre contexte. A l'époque, il fallait produire. Nos parents, on leur disait "ne vous tracassez pas, produisez, on le vendra". Maintenant, c'est plus compliqué : tu ne sais pas ce que tu vas pouvoir vendre et à quel prix... »

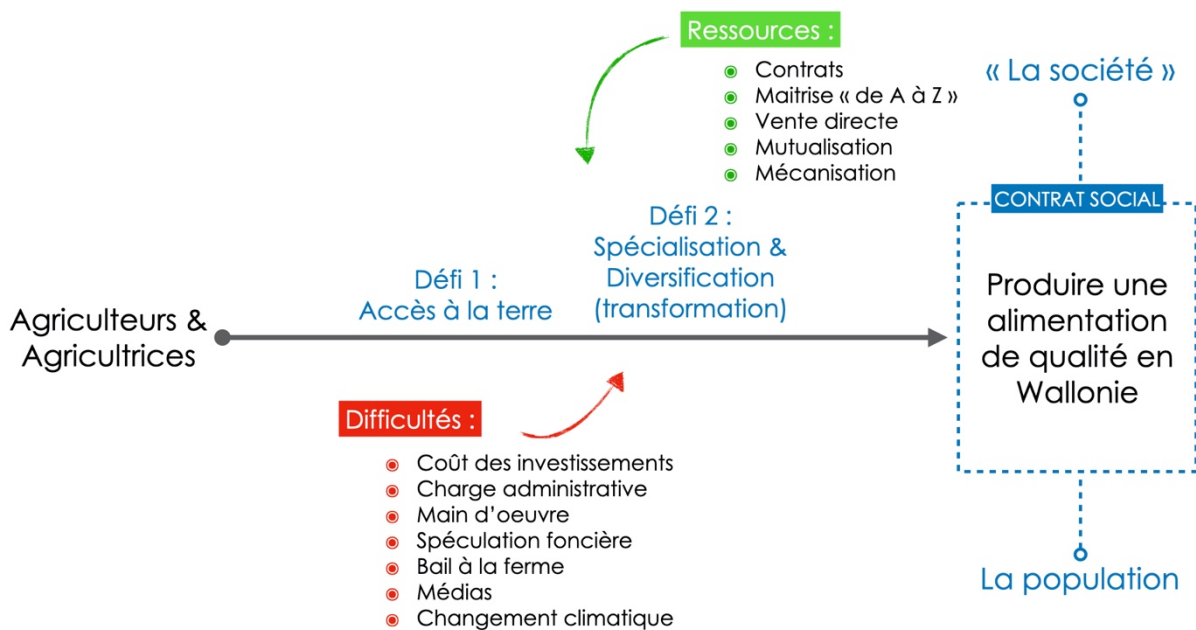
« Moi, j'ai connu la période dorée, jusqu'au début des années '90, où les agriculteurs gagnaient leur vie. Après, ça s'est dégradé ».

« Avant, avec 30-40 hectares, on s'en sortait bon an, mal an ».

La situation a donc changé, impactant la qualité de vie des exploitants agricoles et forestiers. C'est entre autres là-dessus qu'ont porté nos entretiens.



Le récit collectif de ces entretiens peut être représenté par le **graphique** ci-dessous. Les chapitres suivants développent plus précisément chaque élément de ce récit : les défis, en partie nouveaux, du métier d'agriculteur, les difficultés que ceux-ci rencontrent au quotidien, et les ressources dont ils disposent ou peuvent disposer.





3.1. Premier défi : l'accès à la terre

La première chose qui a changé est l'accès à la terre : celle-ci est de plus en plus chère. La spéculation foncière a fait bondir le prix des terres. Entre les terres agricoles qui sont transformées en terrains à bâtir, et celles qui sont achetées par des gros propriétaires terriens ou de grosses structures comme Colruyt, l'accès à la terre est de plus en plus compliqué pour l'agriculteur, en particulier le petit agriculteur. Il est difficile de se lancer pour des jeunes qui souhaitent vraiment travailler la terre.

« Il y a une spéculation foncière. Avant, on s'offusquait d'un prix de 40.000€/hectare. Aujourd'hui, c'est 100.000€/hectare ! Jamais ton activité agricole ne permet de rembourser l'achat sur une vie entière. »

A cela s'ajoute le fait que les dispositifs légaux ne sont pas, selon les agriculteurs rencontrés, adaptés aux réalités. Les baux à la ferme *« se retournent contre les fermiers »* : comme il faut attendre 9 ans si l'on veut vendre la terre et que le fermier qui est sur les terres à ce moment-là a un droit de préemption, la terre perd de la valeur. Il est donc plus intéressant de faire travailler un entrepreneur que de louer en bail à la ferme.

De ce fait, les agriculteurs pensionnés tendent à garder leurs terres et à faire appel à des entrepreneurs agricoles pour les cultiver. Des structures intermédiaires apparaissent, comme Agriland, à qui de nombreux propriétaires terriens délèguent l'exploitation agricole de leurs terres.

Il faut encore préciser que la production de biocarburants fait peser une pression supplémentaire sur le prix des terres. Des terres autrefois consacrées à la production alimentaire sont maintenant consacrées à la biométhanisation : *« A Frasnes, nous dit un agriculteur, 700 hectares de maïs sont consacrés à la biométhanisation ! Ça pourrait être utilisé pour nourrir les gens ! On pourrait plutôt utiliser les feuilles de betterave. Ceux qui ont des bêtes ne peuvent plus louer un hectare pour du maïs pour leurs bêtes... »*.

Plusieurs des personnes interrogées nous ont parlé de réglementations françaises qui permettraient davantage aux agriculteurs locaux d'avoir accès à la terre...

L'accès à la terre a été notre premier axe de travail, lors du premier atelier.

3.2. Deuxième défi : Spécialisation et diversification

Face à cette agriculture qui se transforme, beaucoup d'agriculteurs et d'agricultrices se sentent comme forcés de choisir entre, d'un côté, le fait de grossir toujours plus, en achetant plus de terres, ou, de l'autre côté, le fait de se transformer, en diversifiant leur production et leur offre.

Grossir toujours plus demande d'acheter des machines plus performantes, mais qui sont toujours aussi plus spécifiques. Cela implique donc davantage de se spécialiser. A l'inverse, la diversification permet de rester « plus petit ».

Par exemple, celui qui ne fait que des pommes de terre peut investir dans des machines spécifiques pour le tri, le calibrage, le séchage et le stockage des pommes de terre. Mais ces investissements sont très coûteux (de plus en plus coûteux, comme nous le verrons par la suite). Il devra donc amortir ses investissements, en se concentrant sur la pomme de terre uniquement.

*« Soit tu
t'agrandis et te
spécialises, soit tu
te diversifies »*



Se spécialiser permet de faire des économies d'échelle, en achetant les machines spécialisées par rapport à ce qui est produit. Mais cela implique un risque : celui précisément de ne pas être assez diversifié, et de dépendre donc d'un seul produit. A une échelle plus globale, cela tend vers les monocultures.

A l'inverse, le petit maraicher qui produit tout un ensemble de légumes différents ne peut pas mécaniser. Il ne pourra donc pas grossir au-delà de ce que permet sa main d'œuvre, celle-ci ayant aussi un coût important, et grandissant.

Cela dessine donc une agriculture qui tend à se **polariser** entre, d'un côté, des exploitations toujours plus grandes et plus spécialisées, et de l'autre côté, des petites exploitations qui sont contraintes de se diversifier au maximum.

Notons que la diversification n'est pas nécessairement en contradiction avec la spécialisation. En effet, tout d'abord elle peut porter sur des activités autres qu'agricoles : gîtes, accueil scolaire, etc. Et plus généralement le fait d'occuper un autre emploi, à côté de son activité agricole. Plusieurs agriculteurs et agricultrices perçoivent l'agriculture à temps partiel comme l'avenir (forcé) de l'agriculture. Ils sont d'ailleurs nombreux à occuper déjà un autre emploi. Nous avons rencontré très peu de couples, dont les deux conjoints travaillent uniquement à la ferme. Cela fait d'ailleurs partie des différences avec le modèle « d'avant », c'est-à-dire celui des parents et grands-parents.

« Il y a soit les très grosses exploitations qui s'en sortent à temps plein, soit des petites productions qui font de la transformation (diversifier). Entre ces deux extrêmes, il faut être à mi-temps, il faut avoir un boulot à côté. »

« L'avenir, c'est le part-time. Ou alors il faut devenir une grosse exploitation. »

« Les petits vont disparaître. Les gros vont devenir de plus en plus gros. Donc, il faut diversifier : la vente directe, travailler pour les autres. »

Ensuite, une des stratégies de diversification, qui permet de maintenir un emploi sur l'exploitation, est la vente directe, dans un magasin à la ferme.

Ces magasins à la ferme permettent, en plus d'une rentrée financière, un contact direct avec la clientèle, et par là, un ancrage local. En revanche, ces magasins prennent énormément de temps. Certains, n'ayant pas pu engager de vendeurs ou vendeuses, ont finalement dû cesser l'activité de vente directe. En particulier depuis la fin du Covid, et une diminution de la fréquentation des magasins à la ferme, observée partout en Wallonie.

« Les légumes vendus à la ferme, ça crée des contacts avec les clients, ça rend le travail plus humain. Les gens visitent la ferme, ils s'intéressent. Mais s'il n'y a pas de vente directe, il n'y a pas de liens avec le village. »

Les 2èmes et 3èmes axes de travail de notre premier atelier ont été la **diversification à la ferme** et les **infrastructures de transformation** et de logistique sur le territoire...



4. Les difficultés

4.1. Le coût des investissements

Quelle que soit la stratégie adoptée, cela va nécessiter des investissements et une charge administrative supplémentaire.

Ils ont été nombreux à nous faire part de l'augmentation du prix du matériel, en particulier les machines agricoles. Cela a une influence directe sur le modèle d'agriculture qu'il est possible de développer : pour rentabiliser les investissements, il faut produire massivement. Et il faut s'assurer des contrats avec l'industrie, afin d'être sûr de pouvoir rembourser l'investissement.

« En 20 ans, le matériel a augmenté de 40%. Un tracteur, c'est le prix d'une maison. »

« Dans les années '80, on pouvait acheter un tracteur pour 120.000 FB. Aujourd'hui, un petit tracteur coûte 100.000 €. Mais le prix de la viande [qu'il vend, ndlr] n'a pas changé. »

Cela favorise forcément les grandes exploitations : *« On prône un modèle d'agriculture familiale, mais on ne tend pas vers ça ! Les investissements à faire deviennent énormes ! »*

Notons que les agriculteurs rencontrés reconnaissent que la mécanisation a fortement amélioré leur qualité de vie : *« Avec un pulvérisateur, on fait 100 hectares sur la journée. Sans pulvérisateur, 4 ou 5 hectares par jour. S'il pleut, il faut tout recommencer. »*

« La mécanisation permet un travail plus rapide et beaucoup moins pénible »

Développer un magasin à la ferme, ou un atelier de transformation (par exemple pour faire des fromages, du yaourt, etc.) nécessite également des investissements que certains n'ont pas pu se permettre, freinant leur souhait de créer de telles stratégies de diversification.

Pour d'autres, c'est la transmission de l'exploitation à leurs enfants qui pourrait être empêchée. La ferme demande des investissements afin de rester compétitive mais le montant de ces investissements est immense.

4.2. La charge administrative

Ce poids des investissements est un stress qui s'ajoute à celui de la charge administrative. Toutes et tous nous ont parlé de cette « **lourdeur administrative** ». Pour beaucoup, c'est le conjoint ou la conjointe, ou un parent, qui s'occupe de cette « paperasse ». L'élevage est particulièrement contraint par les réglementations, les contrôles, les sanctions.

« *Les normes et contrôles agronomiques et sanitaires sont la hantise du fermier.* »

C'est pour certains une des différences principales par rapport à l'agriculture de leurs parents et grands-parents : « *Pour la paperasse, nous dit un agriculteur, mon père n'avait qu'un carnet ; moi, j'ai toute une pièce de la maison qui y est dédiée !* ». L'augmentation des règles amène l'impression de devoir tout le temps s'adapter à de nouvelles règles... et pour certains et certaines, de ne plus arriver à suivre.

Tout au long des entretiens, on nous a parlé des nouvelles règles chaque année sur les produits phytosanitaires, des règles sur la couverture des sols, sur la protection de l'eau, sur le fumier, sur les bandes enherbées ; de la paperasse à la naissance de chaque bête, à la vente de chaque bête; des contrôles d'échantillon du lait, des boucles des vaches, de la couverture des betteraves; des normes sur l'humidité du froment, sur le taux de sucre des betteraves; et aussi de toutes ces dates butoirs pour les semis, le travail de la terre, les engrais verts, etc.

Alors que pour beaucoup d'agriculteurs rencontrés, ce qui leur plaît dans leur métier est cette liberté de pouvoir gérer leurs affaires, leurs champs, leurs cultures comme ils l'entendent, cette charge administrative restreint ce plaisir, et génère beaucoup de stress.



Parmi les règles particulièrement génératrices de stress, il y a les dates butoirs, en matière de semis, d'engrais verts, etc., alors que cela est très dépendant de la météo. L'AFSCA est également souvent montrée du doigt, avec l'idée que cette agence est davantage là pour « *chercher la petite bête* », « *sanctionner* » et « *condamner les petites exploitations* » que pour contrôler la sécurité de la chaîne alimentaire.

A nouveau, l'impression est que cela favorise les grosses exploitations qui ont les ressources humaines, financières et juridiques pour faire face à ces réglementations et contrôles.

« Le problème c'est que l'AFSCA nous oblige à nous comporter comme une grande surface alors que ce n'est pas la même taille ou les mêmes moyens. »

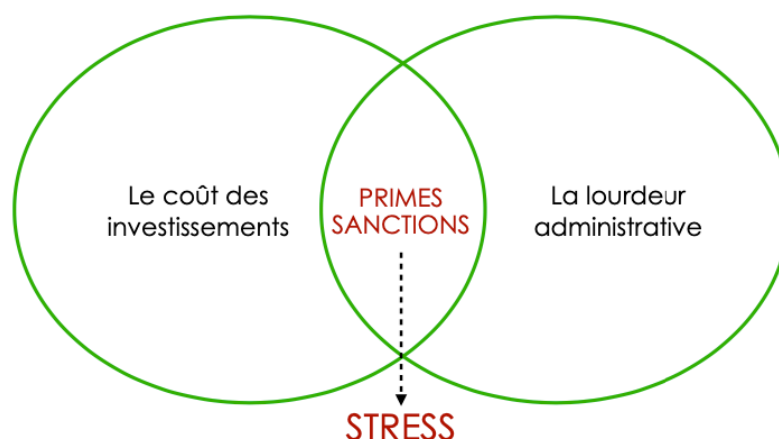
« Les réglementations poussent à la mort des petites exploitations. »

Enfin, beaucoup de règles sont liées aux primes. Compte-tenu du montant des investissements dont nous avons parlé précédemment, les primes constituent un élément important de l'agriculture actuelle. Mais ces primes viennent avec un ensemble de règles. Ou plus précisément, l'octroi des primes est, parfois, conditionné au respect de certaines règles.

« Ce qui me dégoûte, c'est qu'on a des pénalités dès qu'on fait un pas de travers. On nous supprime des primes. (...) Les agriculteurs se sentent tenus par les conditionnalités. Ils n'osent plus rien faire. »

« La Région wallonne, l'Europe, ils nous imposent des lois, des règlements. Si on ne les respecte pas, on perd des primes. Tu te crois libre et indépendant, mais non ! »

Cela rajoute au stress et à cette impression d'être « tenus ». Plusieurs personnes interviewées ont utilisé cette expression. Au point que certains agriculteurs ont spontanément exprimé comme rêve de ne plus dépendre des primes, qui génèrent une lourdeur administrative conséquente, et un stress au quotidien.



4.3. La main d'œuvre

Trouver de la main d'œuvre n'est pas aisé. Engager du personnel implique des charges. La spécificité du travail agricole implique, de plus, un travail saisonnier, mais aussi dépendant de la météo au quotidien.

Plusieurs petits exploitants nous ont fait part de l'impossibilité pour eux d'engager le personnel qui leur permettrait d'une part de grandir, et d'autre part d'alléger un peu leur propre charge de travail. Ils se sentent « trop petits » pour engager.

Cela touche également à la place de l'agriculture dans notre société. Dans le passé, nous a-t-on dit, il n'était pas difficile de trouver des jeunes du village prêts à aider pour les moissons contre un peu d'argent de poche. Cela n'est plus le cas aujourd'hui.

« Les moissons étaient plus sociales avant... »

La charge administrative et la gestion de la main d'œuvre ont constitué des critères d'évaluation lors du premier atelier...





5. Les ressources

5.1. Les contrats

Dans un contexte d'incertitude, les contrats assurent aux agriculteurs une certaine sécurité. C'est d'ailleurs l'intérêt de travailler avec l'industrie agroalimentaire. Le problème est que l'industrie fait diminuer les marges. Il faut donc faire du volume.

Jusqu'il y a peu, la filière bio n'assurait pas de tels contrats. Mais cela semble changer. Il est certain que les nouvelles filières devront, pour se développer, assurer des contrats aux agriculteurs. Les ateliers de transformation, par exemple, devront assurer l'achat de volume réguliers et suffisants.

Une idée qui est souvent revenue durant l'enquête est que *« produire n'est pas le problème »,* ce qu'il faut, c'est l'assurance que ce sera écoulé.

Dans certains cas, ce sont les surplus qui doivent être assurés d'être écoulés. Un compromis idéal peut être d'écouler ce qui peut être vendu au niveau local (vente à la ferme, magasins locaux, etc.) et de s'assurer que le surplus sera repris par l'industrie.

5.2. La maîtrise « de A à Z »

Ce qui ressort assez clairement des entretiens est la volonté des exploitants agricoles de garder — mais plus souvent de retrouver — une maîtrise de la chaîne de production. Cela rend moins dépendant de facteurs extérieurs (prix des marchés, événements internationaux, etc.). Cette autonomie peut consister à maîtriser la filière des semis au produit fini. Ça peut être aussi de produire l'alimentation pour ses bêtes. Ou encore de produire les céréales qu'on transforme soi-même en farine. Il y a plusieurs exemples sur le territoire.

5.3. Mutualisation des équipements

Enfin, une dernière ressource est celle de la mutualisation des équipements. À ce niveau, on a entendu plusieurs choses qui ont été essayées : des tentatives de création de coopératives, des manières de mutualisation des équipements, etc. Et puis il y a également les échanges / prêts de matériel entre certains agriculteurs, même s'il semble que cela était plus présent avant. Peut-être qu'une piste est d'arriver à recréer les conditions permettant cette entraide...





6. En conclusion de l'enquête : une rupture du contrat social

Toutes celles et ceux que nous avons rencontrés participent, d'une manière ou d'une autre, avec leurs spécificités, à la production d'aliments de qualité, ici, en Wallonie et à Genappe en particulier.

Mais la plupart des agriculteurs et agricultrices rencontrés nous ont aussi fait part de ce sentiment que le contrat implicite avec la société sonnait comme une fausse promesse.

En vivre ? En fait, beaucoup y arrivent à peine. Certains n'y arrivent plus. Beaucoup sont en "part-time", avec un métier à côté. Dans nos rencontres, nous avons entendu des épouses qui ont un travail à côté, mais qui gèrent toute la paperasse. Parfois ce sont les mères, pensionnées, qui le font. On a entendu des pères, pensionnés, avec un âge avancé, qui aident encore leurs enfants à la ferme. Et on a entendu que le jour où ces parents qui aident encore ne seront plus là, ce sera très compliqué.

Le sentiment d'être libre ? On a entendu que certains se sentaient submergés par les règles, les contrôles, les nouvelles règles, les obligations de s'adapter. Une expression qui est revenue plusieurs fois, c'est "On est tenu"... Certains ont l'impression d'être tenus par les primes.

Quelqu'un nous a dit que s'il avait une baguette magique, il aimerait "vivre de ses produits, à un prix juste, sans avoir besoin des aides, comme ses parents à l'époque".

L'estime sociale ? Toutes et tous nous ont parlé des médias qui sont principalement à charge envers les agriculteurs, qui les dépeignent comme des pollueurs, des empoisonneurs, les responsables des inondations. On nous a parlé d'"agri-bashing". Beaucoup nous ont dit avoir l'impression d'être constamment "montrés du doigt". Ils et elles sont au moins une dizaine à avoir cité exactement le même exemple, à avoir dit pratiquement la même phrase : « lorsqu'on

sort avec le pulvérisateur, on est regardé de travers »... Même si la majorité du temps, ce qu'il y a dans le pulvérisateur est tout à fait inoffensif, et n'est pas un produit phyto, est un produit organique...

Et en plus de tout cela, au contrat initial, s'est rajoutée la question climatique et environnementale. Il est aussi demandé aux agriculteurs de garantir la biodiversité, la qualité des sols, la préservation des eaux souterraines, etc.

« On accuse tout le temps les agriculteurs de tout. Une fois c'est au nom de la biodiversité ; une autre fois, des pesticides ».

Et comme il n'y a plus (par rapport à une certaine époque) cette vie de village, qui mettait les fermes au cœur des dynamiques locales, lorsque les gens allaient acheter directement à la ferme, lorsqu'il y avait des kermesses (et l'époque où « *tout le monde avait un fermier dans sa famille* »), l'image des médias n'est plus contrebalancée par des interactions directes. Des populations nouvelles ne voient plus l'agriculture qu'en termes de nuisances : les bruits, le charroi, les odeurs, les phytos...

« C'est fatiguant de devoir tout le temps s'expliquer. »

On a entendu, dans les interviews, cette impression de devoir "tout le temps s'expliquer". Mais ce qui est positif, c'est qu'on a entendu que ça marchait : la plupart du temps, lorsque l'agriculteur peut s'expliquer, peut montrer ce qu'il fait, l'image change. Cela invite à multiplier les occasions de pouvoir échanger, à faire de l'éducation de la population, à communiquer à Genappe.





7. Des enjeux plus larges

En partant de la qualité de vie des exploitants agricoles et forestiers d'une commune semi-rurale, comme Genappe, notre enquête a rapidement abordé des enjeux importants : Comment maintenir une agriculture wallonne ? Comment maintenir une agriculture familiale, à taille humaine ? Comment recréer en lien entre agriculteurs et population ? **Comment imaginer un territoire résilient ?**

Ces enjeux replacent d'eux-mêmes cette recherche dans le cadre d'une collaboration entre services communaux, comme un vrai projet de ville, en milieu rural, face à ces enjeux.

C'est conscients de ces enjeux que nous avons abordé les ateliers et que nous avons élaboré les recommandations aux autorités communales.

8. Imaginer un territoire résilient

La mise en commun des résultats des entretiens lors des deux ateliers avec les agriculteurs et agricultrices a permis d’entamer une discussion plus prospective sur les pistes d’action.

De façon schématique, on peut synthétiser les différents défis rencontrés par le tableau suivant, qui a servi de base de discussion lors des ateliers de restitution.

La grille de travail

Critères d'évaluation

Axes de travail

	Lourdeur administrative	Gestion Main d'oeuvre	Médias	Maîtrise des choix	Qualité de vie
Accès à la terre	Expérience		<i>Idée</i>	Expérience	<i>Idée</i>
Diversification		<i>Solution</i> <i>Idée</i>	<i>Solution</i>	<i>Idée</i>	<i>Expérience</i> <i>Idée</i> <i>Solution</i>
Transformation	<i>Idée</i> <i>Solution</i> <i>Idée</i> <i>Idée</i>		<i>Idée</i> <i>Idée</i>	<i>Idée</i> <i>Projet</i>	
Reconnaissance Lien social	<i>Solution</i>	<i>Idée</i>	<i>Idée</i> <i>Idée</i> <i>Idée</i>		<i>Solution</i>

Lors des tables rondes du premier atelier, les participants ont été invités à présenter des solutions concrètes qu’ils connaissent dans leur entourage et qui permettent de rencontrer un des défis du tableau.

Lors de la mise en commun des discussions à la fin du premier ateliers, deux fils conducteurs sont apparus. Tout d’abord, la question de la **reconnaissance, de l’estime social, du lien avec la population**, a été l’axe de travail transversal évoqué dans l’ensemble des discussions. Et cela a permis aux participants d’évoquer des pistes de travail par rapport aux critères d’évaluation relatifs à l’image dans les **médias**, à la **maîtrise des choix économiques** et à la **qualité de vie**.

Ensuite, ce qui est positif, c'est qu'on a entendu énormément de récits sur l'importance des **initiatives de coopération** entre les exploitants, et entre les exploitants et d'autres acteurs économiques sur le territoire. En fait, la diversité des types d'exploitation (différences de taille, de génération, de types de cultures) apparaît ici clairement comme un atout pour imaginer des solutions par rapport aux **défis de la diversification, de la création de filières de transformation**.

Ces différentes thématiques ont été confrontées avec des personnes ressources lors du deuxième atelier, qui travaillent sur les questions des **circuits courts**, de l'**accès à la terre** et de la **diversification**. Cette discussion autour des pistes d'implémentation a été exploratoire et a surtout permis de constater l'enthousiasme des participants pour travailler en commun sur les différentes dimensions de la qualité de vie que l'enquête a permis de mettre en évidence. Plus que des résultats opérationnels sur des sujets spécifiques – qui feront l'objet de travaux ultérieurs – nous espérons que les échanges lors des ateliers ont permis de créer un réel climat de confiance et un premier diagnostic partagé des ressources disponibles sur le territoire pour œuvrer sur ces différents chantiers opérationnels.



9. Les recommandations issues de l'enquête

L'objet de cette étude était de travailler sur la qualité de vie des exploitants agricoles et forestiers, sur leur perception du métier, et leurs relations à la dynamique rurale du territoire. Au départ, nous étions conscients de la complexité du sujet, de la difficulté pour les agricultrices et les agriculteurs de s'y impliquer vu les contraintes quotidiennes liées à leur exploitation et de la diversité des situations de vie de chacun et chacune. A l'issue de ce projet, nous ne pouvons que souligner l'enthousiasme, l'accueil chaleureux pour l'initiative et la qualité des échanges.

La principale ligne de recommandations va dans le sens de ce constat du besoin d'une meilleure connaissance de la réalité des agriculteurs et agricultrices du territoire. C'est le thème de la reconnaissance, de l'estime sociale, du lien avec la population, soulignée tant dans les entretiens que dans les ateliers. On pourrait formuler cette recommandation comme « **démultiplier les opportunités de création de lien social, de communication sur le métier et de diffusion d'information tant sur l'offre des produits que sur les expertises développées sur le territoire** ».

La deuxième ligne de recommandations part du constat détaillé dans ce rapport – et d'ailleurs largement partagé dans d'autres territoires – de l'accumulation de difficultés pour préserver l'emploi et l'activité agricole dans des exploitations agricoles ancrées dans le territoire. Il est important de donner une perspective future pour les jeunes agriculteurs et agricultrices qui veulent continuer le métier. La deuxième recommandation porte sur la nécessité d'« **activer et informer sur différentes formes de soutien pour faire face au poids administratif et financier** » évoqué à travers les entretiens. Cette question va bien au-delà des actions qui peuvent être entreprises à l'échelle d'une commune seule, et renvoie aussi à des initiatives supra communales, provinciales, voir des initiatives de la Région Wallonne.

Troisièmement, le travail des ateliers a souligné l'énorme potentiel de coopération et de mutualisation de ressources sur le territoire, tant en termes de matériel et d'expertises. La troisième recommandation porte donc sur « **le développement d'initiatives de mise en réseau des acteurs du territoire pour mettre en œuvre des pistes de diversification, de la construction de nouvelles filières de production et de commercialisation** ». Cette troisième recommandation peut être mise en œuvre à Genappe, mais appelle également à des collaborations avec les communes avoisinantes – en particulier pour les filières de production – et des collaborations avec les ceintures alimentaires des grandes villes pour renforcer la demande des produits issus du territoire.

Même si ces recommandations traduisent largement la vision commune qui résulte de l'enquête de terrain et des discussions dans les ateliers de restitution, il est important de souligner également les limites de ce travail. En effet, l'approche méthodologique de cette étude « participative » était essentiellement orientée vers la construction d'un diagnostic partagé avec l'ensemble des agricultrices et agriculteurs. Nous n'avons pas approfondi ici l'opérationnalisation de certaines pistes d'action qui permettent d'avancer sur les recommandations, ce qui implique d'identifier les porteurs de projets et des expertises

techniques d'étude des dossiers. Cependant, vu l'enthousiasme rencontré, nous espérons que ceci fera l'objet d'initiatives ultérieures qui peuvent s'appuyer sur ce diagnostic partagé.

Finalement, certaines des recommandations issues de cette étude de terrain sont clairement en phase avec les actions qui sont programmées tant au niveau communal, en particulier dans les fiches du Programme Stratégique Transversal de la Ville, qu'au niveau supra-communal, dans le programme d'action du GAL Pays des 4 Bras. Notre souhait est de pouvoir explorer d'avantage les synergies avec ces programmes, ainsi qu'avec d'autres initiatives en cours sur le territoire. C'est aussi dans cet objectif que le rapport sera discuté au sein de la Commission Agriculture de la ville et que nous encourageons une large diffusion publique des résultats.



Table des matières

1. Le cadre	2
2. La méthodologie	3
2.1. Critères d'échantillonnage de l'enquête	4
2.2. Anonymat	4
2.3. L'organisation des ateliers	5
3. Le métier d'agriculteur	6
3.1. Premier défi : l'accès à la terre	8
3.2. Deuxième défi : Spécialisation et diversification	9
4. Les difficultés	11
4.1. Le coût des investissements	11
4.2. La charge administrative	12
4.3. La main d'œuvre	14
5. Les ressources	15
5.1. Les contrats	15
5.2. La maîtrise « de A à Z »	15
5.3. Mutualisation des équipements	16
6. En conclusion de l'enquête : une rupture du contrat social	17
7. Des enjeux plus larges	19
8. Imaginer un territoire résilient	20
9. Les recommandations issues de l'enquête	22
Table des matières	24